

Le 18 septembre 2014, le club Les Echos Débats en partenariat avec Kurt Salmon, Invest In Reims et Kedge Business School recevait Guillaume Sarkozy, Délégué général du groupe Malakoff Médéric autour du thème « Protection sociale nouvelle génération : entreprise, nouveau territoire de santé ».



© Bruno Levy

Après une préparation scientifique, Guillaume Sarkozy intègre l'ESTP (Ecole Spéciale des Travaux Publics). Il commence sa carrière en 1974 à la Direction de la Sécurité Civile au Ministère de l'Intérieur, puis devient ingénieur grands comptes chez IBM France en 1977. De 1979 à 2005, il dirige l'entreprise « tissage de Picardie ».

En 2006, Guillaume Sarkozy devient Délégué Général de Médéric puis Délégué Général du Groupe Malakoff Médéric en 2008, lors de la fusion des deux entreprises. En parallèle de ces responsabilités, Guillaume Sarkozy a notamment été Vice-Président et membre du comité exécutif du MEDEF, administrateur de la CNAV et vice-président de la CNAM. Il est aujourd'hui également administrateur de SCOR.

La santé : un univers de ruptures

Guillaume Sarkozy évoque tout d'abord trois grandes ruptures dans l'univers de la Santé : une rupture économique, une rupture réglementaire et une rupture technologique.

La première rupture est économique. Elle est générée par un déséquilibre persistant dans le financement de l'assurance maladie.

Deux systèmes en France sont à l'œuvre dans le financement de l'assurance maladie : L'assurance maladie obligatoire, publique, monopolistique, décide de ce qui est remboursé. Elle perd 8 à 9 milliards d'euros par an. L'assurance maladie complémentaire, en situation concurrentielle, complète les remboursements en assumant tout ou partie de ce qui n'a pas été financé par le système public. Cette dernière est bénéficiaire.

Le déficit de l'assurance maladie obligatoire devient de plus en plus insoutenable. Il atteint une situation de rupture. Il représente désormais 5% des 180 milliards d'euros dépensés chaque année dans leur santé par les français, qui font ainsi vivre 2 à 3 millions de professionnels de santé. Ce déficit continue à se creuser en l'absence de contrôles ou de véritable politique de gestion nationale des dépenses de santé. L'accumulation de déficits se transforme en une dette toujours plus élevée, transmise à nos enfants. Avec une espérance de vie qui augmente, c'est toute la question du lien intergénérationnel qui est ici posée. Les français interrogés sur ce sujet déclarent très largement la nécessité de responsabiliser notre génération et de cesser de transmettre une dette grandissante à nos enfants.

Il y a donc urgence à réformer, souligne Guillaume Sarkozy, qui préconise une reconfiguration du rôle de l'assurance maladie obligatoire et une implication beaucoup plus grande des assurances complémentaires santé. C'est justement ce que l'Accord National Interprofessionnel (ANI) de janvier 2013 commence à instituer via une généralisation des complémentaires Santé à tous les salariés à horizon 2016.

La réforme de l'ANI matérialise pour Guillaume Sarkozy une seconde rupture : la rupture réglementaire.

L'ANI, qui représente selon Guillaume Sarkozy une « avancée sociale importante » oblige en effet les entreprises à proposer un contrat santé collectif à tous leurs salariés.

Cette nouvelle réglementation implique un glissement de l'assurance santé individuelle vers l'assurance santé collective dont les conséquences sont, selon le Délégué Général de Malakoff Médéric, multiples :

- Tout d'abord, au-delà des conséquences internes (comme celles impactant les modes de distribution), la rentabilité des deux produits est très différente : les marges de l'assurance santé individuelle sont positives tandis qu'elles ont tendance à être négatives en assurance santé collective.
- Ensuite, le mouvement mutualiste perd des parts de marché au bénéfice des institutions de prévoyance, très présentes historiquement dans le collectif. Ce transfert est accompagné d'un mouvement de concentration important des acteurs du secteur avec, par exemple, le rapprochement de la Mutuelle Générale avec Malakoff Médéric.

Au-delà de l'ANI, selon le Délégué général de Malakoff Médéric, les diverses réglementations durcissent les barrières à l'entrée et font augmenter le prix des complémentaires Santé pour les assurés.

Enfin, Guillaume Sarkozy développe la troisième rupture, qualifiée de technologique.

La médecine a, en effet, changé de paradigme ces dernières décennies. Elle est d'abord passée d'une logique passive à une logique active. En effet, la médecine curative a été complétée par une médecine préventive avec, à titre d'illustration, la mise en évidence des méfaits du tabac, il y a quelques décennies. Guillaume Sarkozy souligne la difficulté de réaliser de la prévention dans un système en déficit : la prévention coûte cher dans un premier temps puis fait économiser dans un second temps. Elle coûte cependant d'autant plus cher que la durée de vie s'allonge.



© Bruno Levy

D'une logique préventive, la médecine a également évolué vers une logique prédictive, avec la possibilité de prédire les pathologies qui affecteront un individu donné. Avec cette logique de personnalisation, la médecine connaît une troisième évolution avec, la possibilité d'identifier les médicaments ou thérapies efficaces pour chaque individu en particulier.

L'entreprise : territoire de santé et intermédiaire entre les français et l'offre de soins

Les grandes évolutions précédemment décrites de la protection sociale peuvent être davantage accompagnées par l'entreprise, soulignait l'invité du Club Les Echos.

L'entreprise est d'ores et déjà un territoire de santé plus propice aux actions de prévention que ne l'est la sphère publique. Guillaume Sarkozy prend l'exemple des courriers de recommandations de dépistage et de prévention envoyés par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) aux particuliers. Ces derniers sont souvent négligés alors que ces mêmes recommandations communiquées dans le monde professionnel sont davantage écoutées. Ce qu'illustrent des taux de participation plus élevés à ces campagnes. L'objectif devrait donc être de s'appuyer davantage sur l'entreprise pour développer les actions de santé.

Selon le Délégué général de Malakoff Médéric, le secteur de la Santé fait face à une difficulté dans notre société actuelle : l'absence de marque.

En effet, les individus sont, aujourd'hui, des consommateurs de marques et la santé, à travers notamment les complémentaires, n'a pas véritablement de marque à offrir. Or, selon Guillaume Sarkozy, « nous avons besoin, pour consommer des soins, de faire confiance à une marque ». Le Délégué général de Malakoff Médéric, pour illustrer cette difficulté, prend l'exemple de nombreuses questions qui sont insuffisamment posées aux médecins par les patients, comme leur taux d'infections nosocomiales, la qualité de la prothèse utilisée, etc. Offrir les meilleurs soins à ses assurés tout en visant des établissements de santé sachant rigoureusement maîtriser leur coût, permet aux complémentaires de s'afficher comme de véritables marques auquel leurs clients font confiance afin de recevoir le meilleur rapport qualité/prix dans l'obtention de leurs soins.

Le développement du digital : entre opportunités et limites

Durant les échanges avec l'auditoire, le développement du digital et l'exploitation des données associées sont également apparus comme une opportunité historique pour le système de protection sociale.

Guillaume Sarkozy considère que l'émergence du digital, se traduisant notamment par le développement d'objets connectés, doit être accompagnée par la construction d'un écosystème capable d'exploiter toutes ces données. La construction de cet écosystème, capital pour rendre les objets connectés utiles, nécessite des ajustements, notamment réglementaires. Des exemples, issus de la séance de questions, illustrent ce propos :

- Tout d'abord, malgré le fait que les données existent, comme par exemple la liste des médicaments prescrits à chaque assuré ou encore, la mesure de la qualité des professionnels de santé par la CNAM, il n'est toujours pas possible pour les complémentaires d'exploiter ces données pour cause de confidentialité.
- De même, l'exploitation de ces mêmes données permettrait de lutter plus efficacement contre la fraude issue de certains assurés ou de prescripteurs de soins

Guillaume Sarkozy conclut en expliquant que la problématique clé dans le système de sécurité sociale actuel est la déconnexion totale entre la cotisation et la prestation. Cette déconnexion accentuée par le développement de l'avance au premier euro du tiers payant, peut conduire à un comportement non responsabilité des acteurs. Ceci amène Guillaume Sarkozy à imaginer que la devise française soit complétée un jour pour devenir « liberté, égalité, fraternité, responsabilité ».

Laurent Deganis - Associé
laurent.deganis@kurtsalmon.com

Jérôme Paul - Senior Consultant
jerome.paul@kurtsalmon.com